

En Autriche, l'extrême droite est sulfureuse mais courtisée

Le FPÖ est l'arbitre de la formation
du gouvernement, en dépit
de ses racines et de ses positions

VIENNE - correspondant

Sebastian Kurz a fait d'un engagement contre l'antisémitisme, mardi 17 octobre, la « condition préalable claire » à toute participation gouvernementale en Autriche. Au cours d'un entretien, accordé à un quotidien israélien, le vainqueur conservateur chrétien (ÖVP) des législatives du 15 octobre (31,6 %) a appelé tous les partis politiques de son pays de 8,7 millions d'habitants à la « tolérance zéro » sur ce sujet. Mais il semblait viser exclusivement la formation d'extrême droite FPÖ.

Toujours boycottée par Israël, elle est arrivée en troisième position aux élections (26 %). Ni l'ÖVP ni le chancelier sortant social-démocrate Christian Kern, arrivé en seconde position (26,9 %), n'ont exclu de s'allier avec elle pour conserver le pouvoir, après dix ans d'une grande coalition droite-gauche qui a maintenu dans l'opposition Heinz-Christian Strache, le successeur du sulfureux tribun Jörg Haider.

Si M. Kurz prend ainsi les devants, c'est qu'il connaît très bien la nature problématique de son éventuel partenaire. L'extrême droite autrichienne exige de décrocher le ministère de l'intérieur en cas de participation au gouvernement. Or, ce parti est l'un des très rares à être lié, depuis décembre 2016, par un accord de coopération prévoyant des échanges d'informations avec Russie unie, la formation de Vladimir Poutine. Le FPÖ est un parti eurosceptique,

fondé par d'anciens nazis après la seconde guerre mondiale. Le Comité Mauthausen, une organisation de déportés, a listé pas moins de soixante dérapages antisémites et xénophobes récents, imputables à des cadres du FPÖ, jugeant ce parti « incurable ».

Sebastian Kurz, pressé par Bruxelles de garder une ligne europhile, sait aussi qu'un certain

nombre de dirigeants européens conservent une rancœur tenace envers les conservateurs autrichiens. Car ces derniers osèrent briser avant tout le monde un grave tabou, au sein de l'Union européenne, en s'alliant avec l'extrême droite en 2000. Le nouvel homme fort de Vienne aura fort à faire pour tenter de rendre de nouveau fréquentables les cadres dirigeants de l'extrême droite autrichienne, qui militent pour la levée des sanctions européennes visant Moscou.

« Nazis des caves »

« 50 % des députés du FPÖ appartiennent à des corporations estudiantines nationales allemandes, où l'on procède à un rite d'initiation en se blessant à l'épée... », rappelle Hans-Henning Scharsach, qui vient de publier une enquête sur les élus de cette formation (« Une silencieuse prise de pouvoir », éd. Kremayr & Scheriau, non traduit). « Cinq des six plus hauts cadres du parti en sont membres, alors que seul 0,0004 % des Autrichiens sont inscrits dans ce genre de cercles fermés. » Ces corporations estudiantines nationales-allemandes – dites « frappantes » à cause du goût

de leurs sociétaires pour les duels – ne sont pas mixtes. En allemand, on les nomme *Deutschnationale Burschenschaften*.

Défendant depuis le XIX^e siècle la notion d'une communauté culturelle allemande qui dépasse les frontières, elles ne sont qu'une soixantaine, mais constituent un sujet de controverses éternelles en Autriche. Elles rassemblent des étudiants et des ex-étudiants à vie. On estime qu'environ 4 000 hommes, recrutés dans la haute société, resteraient fidèles à ces structures, dont le ministère autrichien de l'intérieur, dès la fin des années 1990, affirmait qu'elles souhaitent, sous leurs appellations épiques (Olympia, Brixia, Corps Vandalia...), « faire accepter d'une certaine façon, par des chemins détournés, l'idéologie natio-

nale-socialiste ».

D'où ce surnom peu flatteur de « nazis des caves » que donnent aux élus du FPÖ des personnalités juives et des militants de gauche. Jérôme Segal, un universitaire français engagé à Vienne dans la lutte antifasciste, a pu assister en juin à une fête païenne organisée selon lui par la fédération de ces corporations. « Les gens réunis

avaient organisé un grand feu pour célébrer le solstice d'été, se souvient-il. J'ai entendu quelqu'un dire que le Reich était cher au peuple. Un autre a crié "Heil Deutschland". Je me suis senti mal à l'aise. »

Mais ce genre de témoignages est toujours réfuté par Heinz-Christian Strache, qui mène depuis 2013 une politique de dédialisation ayant servi d'exemple aux autres formations d'extrême droite en Europe. Il répète que tout élu tenant publiquement des propos contraires à la loi est désormais sanctionné. Sa fermeté, prouvée par le passé, lui vaut d'ailleurs quelques dangereuses inimitiés internes. M. Strache lui-même a publiquement regretté d'avoir été proche des milieux néonazis durant sa jeunesse. « J'étais stupide, jeune et naïf », a-t-il plaidé quand la presse a publié des photos le montrant en train de participer à des exercices paramilitaires avec les membres d'un groupuscule nommé *Wiking Jugend*.

On devrait donc passer l'éponge, selon le *Burschenschafter* Elmar Podgorschek. « Ceux qui nous traitent de nazis ne cherchent qu'à nous salir, faute d'arguments politiques, estime cet élu régional FPÖ.

**Sebastian Kurz
aura fort à faire
pour tenter
de rendre
de nouveau
fréquentables les
cadres du FPÖ**

Les corporations frappantes nationales-allemandes sont des mouvements révolutionnaires et libéraux, forgés dans les luttes contre Napoléon, puis contre la famille des Habsbourg. Elles n'ont rien à voir avec l'idéologie nationale-socialiste et, après la guerre, les nazis se sont recyclés dans tous les partis d'Autriche. »

Le Musée du judaïsme de Vienne a toutefois organisé une exposition en 2016 montrant que l'idéologie antisémite européenne s'est en partie construite au sein de ces structures. Theodor Herzl, le père du sionisme, qui étudia dans la capitale autrichienne, démissionna de la corporation *Albia* en 1883 pour dénoncer les propos antijuifs tenus

par l'un de ses membres. Dès la fin du XIX^e siècle, les corporations allemandes interdirent l'adhésion à des étudiants juifs, qui fondèrent alors leurs propres structures. Lorsque les nazis arrivèrent au pouvoir après l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne, en 1938, ils recrutèrent massivement leurs cadres autrichiens dans les plus radicales d'entre elles.

Jörg Haider lui-même jugea très tardivement cet héritage beaucoup trop lourd pour lui. En claquant la porte de sa propre formation en 2005, il expliqua vouloir se « libérer de ce mariage brun ». Étaient alors restés au FPÖ les membres des *Burschenschaften*, dont certains trouvaient toujours en 2013, selon Hans-Henning Scharsach, que la loi de 1947 prévoyant une peine de vingt ans de prison pour quiconque reconstitue le parti nazi, propage son idéologie ou nie ses crimes contrevenait à la liberté d'expression. « On est dans une situation où un parti ayant remis en cause le droit est en capacité de participer au gouvernement », résume l'essayiste. Durant la campagne électorale, le sujet n'a pas même été effleuré. ■

BLAISE GAUQUELIN